

LA MAISON INTERNATIONALE DE LA RIVE-SUD :

30 ans d'accueil et d'aide à l'intégration des nouveaux québécois

- Manon Payeur -

Imaginez. Vous débarquez à Dorval en provenance de Lima, ne parlez ni anglais ni français et n'avez encore jamais vu une pelle à neige. Dans vos poches : des numéros de téléphone de services gouvernementaux, celui du consulat du Pérou ou de l'ami d'un ami, et les coordonnées d'un centre d'accueil aux immigrants. Parmi ces organismes communautaires de première ligne, il en est un offrant des services en français, anglais, espagnol, arabe, mandarin, roumain, camerounais... Bienvenida a la Casa internacional de la Orilla-Meridional (MIRS).

Qu'il soit politique ou économique, l'exil demeure une épreuve qui se surmonte non sans difficulté. Car au-delà des besoins primaires (logement et meubles, vêtements et nourriture), il faut trouver un emploi, aller à l'école, apprendre le français et comprendre les rouages du système.

Le directeur de la MIRS, M. Belhocine, a vécu dans différents pays; il reconnaît l'ouverture du peuple québécois face aux immigrants. « Bien sûr, le Québécois aussi craint l'inconnu par manque d'information, mais reste éminemment ouvert. » Reste que Montréal-la-cosmopolitaine est préférée aux régions éloignées, où l'intégration est plus difficile.

Malgré les obstacles et préjugés tenaces, l'immigrant prend sa place à l'usine, à l'école et au parlement. Et le 24 juin réuni de plus en plus les Yang, Tremblay et autre Sing, et pas seulement à Brossard ou Montréal. Certes, il reste un travail d'éducation à faire pour accroître les compréhensions mutuelles. Ce travail doit être bilatéral : la société d'accueil doit aussi faire son bout de chemin; d'autant plus que le processus d'intégration s'accomplit complètement au bout de trois générations.



**Maison Internationale
de la Rive-Sud**

Question politique

Seule province à contrôler son immigration (environ 50%), le Québec accueille bon an mal an, 40 000 personnes, souvent recrutées dans les camps de réfugiés. Leur origine varie donc selon l'actualité politique internationale : la guerre au Liban, les Boat People du Vietnam, la dictature en Roumanie, la guerre au Kosovo et en Bosnie... « Encore trop de mythes persistent sur le phénomène de l'immigration. Il est faux de prétendre que beaucoup entrent illégalement, cachés dans des conteneurs dans le port de Montréal. »

Partenaire du ministère de l'Immigration du Québec et d'Immigration Canada, l'organisme souligne que le Canada, signataire de la Convention de Genève, ne remplit pas ses quotas; son taux d'accueil diminuant de plus en plus depuis un certain 11 septembre...

Il faut savoir que l'immigration est vitale pour le Québec, où le capital humain décline. M. Belhocine dénonce l'absence dans le discours politique de cette problématique : le peuple québécois est peu sensibilisé à cette réalité qui demeure la dernière des priorités des gouvernements, en terme de mesures facilitant leur intégration. Selon lui, l'État considère que la société n'est pas encore prête, présentant une résistance. Or, dit-il, l'État doit s'investir davantage. Les services demeurent sous financés pour ces communautés pourtant très courtisées, les élections venues. On commence à peine à pratiquer la concertation inter-ministérielle. Par exemple, l'intégration scolaire des immigrants doit relever davantage du ministère de l'Éducation que de celui de l'Immigration; même chose du côté de l'emploi. Il est imputable à tous les ministères de s'occuper de l'intégration sociale des immigrants. « Les commissions scolaires font appel à notre expertise car ils sont démunies devant ce phénomène complexe que sont les classes constituées à 100% d'immigrants, tandis que certains employeurs nous précisent qu'ils ne veulent pas se voir référer certaines " ethnies " ! »

Vous avez raison M. Belhocine, il reste encore du pain sur la planche.